

Le blanchiment vu par un blanchisseur

Kenneth Rijock a été avocat. Criminel puis compliance officer. Il était hier à Genève.

SÉBASTIEN RUCHE

Le meilleur moment pour blanchir des fonds dans une banque genevoise? «Aux premières heures du lundi et en fin d'après-midi le vendredi. Dans le premier cas, les gens de la compliance sont peut-être en retard ou ont encore la gueule de bois suite au week-end. Et dans le second, les seniors sont déjà en week-end et seul reste le personnel le moins expérimenté.»

Avec un certain panache et un sens très sûr du story telling, Kenneth Rijock a partagé hier à Genève son expérience du blanchiment d'argent.

Ou plutôt ses expériences. Car l'Américain de 63 ans a la particularité d'avoir été avocat bancaire, blanchisseur pour des organisations criminelles et compliance officer. Successivement et dans cet ordre.

Multipliant les anecdotes vécues personnellement de chaque côté de la légalité, il a dressé le portrait robot du blanchisseur, devant une assistance composée de membres de l'ARIE, l'un des organismes chargés de veiller au respect de la LBA (loi sur le blanchiment): «les blanchisseurs vous ressemblent car auparavant, ils avaient les mêmes métiers que vous et pour certains, c'est encore le cas». Son métier actuel consiste à effectuer une «due diligence approfondie» au profit d'institution finan-

cière. Ancien du Vietnam, son expertise d'avocat lui a permis de développer une seconde activité, à travers des amis d'amis qui avaient des amis trafiquants de drogue et désireux de blanchir leur cash. En clair, transporter des valises de dollars de Floride à l'île d'Anguilla dans les Caraïbes – 300 banques pour 8000 habitants – avec la complicité d'un ministre de l'île voisine de St Kitts. Réaction du douanier local en ouvrant les valises: «fermez vite ça et ne le dites à personne».

Après dix ans de laundry dans les années 1980, Rijock a été dénoncé par un de ses clients, qui risquait 30 ans de prison. Condamné lui aussi, l'ex-avocat a pu réduire sa peine en dévoilant combien de cash il avait blanchi, mais sans donner les noms de ses clients, qui l'auraient probablement tué. Les noms complets qu'il a cités hier ne concernaient d'ailleurs que des gens morts, «et ils sont nombreux dans ce business».

Sorti de prison seul et fauché en 1992, il a répondu à une offre de la police américaine, désireuse d'apprendre ses méthodes puis se lance comme consultant.

«Vous savez comment on reconnaît un blanchisseur dans un bar? C'est celui qui épluche la presse internationale en buvant de la limonade». Une personne à la recherche de nouvelles triviales mais qui lui permettront de «transformer du cash en quelque

chose que les spécialistes de la compliance ne suspectent pas ou ne comprennent pas».

Un article relatant la décision d'un pays européen de passer à l'Euro en 2015, par exemple, devient dans la tête du blanchisseur le signal qu'il faut y transférer des fonds, acquérir des sociétés. «Car lors d'un changement de monnaie, le système de change devient surchargé car tout le monde sort son bas de laine pour obtenir de la nouvelle monnaie et de l'argent sale peut facilement d'engouffrer».

Un autre support particulièrement prisée par les criminels: le commerce international. «Prenez le cas d'un producteur de cocaïne colombien, dont la marchandise est majoritairement consommée en Europe. Impossible de rapatrier le cash en contrebande chaque mois. La solution: ouvrir dans un pays européen une entreprise active dans la technologie, la production de microprocesseurs par exemple. Pourquoi? Car les spécialistes de la criminalité financière ne sont pas des ingénieurs informatiques. Ils sont incapables de dire si une puce vaut 50 centimes ou 15.000 francs». Etape suivante: ouvrir la même usine en Amérique du Sud, qui vend sa production à la société suisse, très cher et «dans un commerce en apparence légal et pour lequel taxes et droits de douanes seront payés». ■